

## Asie du Sud

### Inclusion financière en Asie du Sud : une convergence d'accès, une divergence d'usage

*L'Inde, le Bangladesh, le Sri Lanka, le Pakistan et le Népal ont connu une expansion rapide de l'inclusion financière au cours de la dernière décennie, portée par des politiques publiques volontaristes, la microfinance et, plus récemment, la digitalisation. Cette dynamique a permis une massification de l'accès aux services financiers, mais elle masque une réalité plus contrastée : l'usage effectif, la qualité des services et l'accès au crédit restent inégalement développés.*

#### 1. Une bancarisation massive qui peine à se traduire en usage effectif des dépôts

Dans l'ensemble des pays de la région, l'inclusion financière a d'abord reposé sur une extension rapide de la bancarisation. Cette dynamique a été portée par des politiques publiques ciblées visant à faciliter l'ouverture de comptes à faible coût, à développer des réseaux alternatifs de distribution – tels que les correspondants bancaires ou l'*agent banking* – et à mieux articuler les services financiers avec les politiques sociales ou les transferts de fonds des émigrés.

Ces efforts ont permis d'atteindre des niveaux de détention de comptes élevés, particulièrement en Inde et au Sri Lanka, où près de neuf adultes sur dix disposent désormais d'un compte bancaire. Le Népal a également connu une progression rapide, la part d'adulte disposant d'un compte étant passée de 45% en 2014 à 81%. A l'inverse, le Bangladesh présente une trajectoire plus heurtée, marquée récemment par un recul de l'inclusion financière dans un contexte de retour de la pauvreté, avec seulement 43% des adultes disposant d'un compte en 2024. Le Pakistan, quant à lui, demeure en retrait avec un niveau de bancarisation plus limité (64% en 2023 contre 16% en 2015).

Toutefois, au-delà de ces progrès en termes d'accès, l'usage effectif des comptes reste globalement insuffisant. Dans plusieurs pays, une part significative des comptes ouverts demeure inactive ou faiblement utilisée, se limitant souvent à des opérations ponctuelles de retrait ou de réception de transferts. Cette situation traduit le passage inachevé d'une bancarisation « administrative » à une bancarisation « active ».

Les freins à cet usage sont largement partagés à l'échelle régionale. La préférence persistante pour les transactions en espèces, le faible niveau d'éducation financière, la méfiance envers les institutions financières et les contraintes d'accès physique ou numérique en zones rurales limitent l'appropriation des services bancaires. A cet égard, seuls 27% des adultes atteignent le niveau minimal de compétence financière en 2022 au Népal. À cela s'ajoutent des facteurs socioculturels, notamment pour les femmes et les travailleurs du secteur informel, qui contribuent à maintenir une partie de la population en marge du système financier formel, comme au Pakistan, où seules 25% des femmes sont incluses financièrement contre 49% des hommes.

Des différences importantes subsistent néanmoins entre pays. L'Inde se distingue par l'ampleur de sa bancarisation, soutenue par des programmes publics de grande envergure, mais fait face à un taux élevé de comptes inactifs (30%). Le Sri Lanka, à l'inverse, présente une inclusion quasi universelle et relativement homogène, mais se heurte à un déficit d'usage et de diversification des services. Au Népal, malgré une diffusion rapide des comptes, les pratiques informelles d'épargne demeurent répandues, notamment via les

coopératives ou l'épargne domestique (17% des adultes continuent d'épargner à domicile). Enfin, au Bangladesh, la progression du nombre de comptes masque une réalité plus fragile, marquée par une faible activité et des niveaux de dépôts limités, liée à l'ouverture gratuite de comptes pour les populations les plus vulnérables.

## **2. Une digitalisation rapide des moyens de paiement, freinée par des inégalités d'usage**

La modernisation des moyens de paiement constitue le deuxième pilier de l'inclusion financière dans la région. Tous les pays étudiés ont connu une diffusion rapide des paiements numériques, portée par l'essor des portefeuilles mobiles, des paiements par QR code et des systèmes de transfert instantané. Cette dynamique s'est accélérée à la faveur de la pandémie, qui a favorisé la digitalisation des transferts publics et des paiements privés.

Toutefois, cette transition vers des paiements dématérialisés reste incomplète et s'inscrit dans un contexte de coexistence durable avec les espèces, qui demeurent dominantes dans de nombreuses transactions quotidiennes, en particulier dans les zones rurales et au sein du secteur informel. Au Bangladesh, la moitié des transactions par carte correspond à des retraits d'espèces. Par ailleurs, l'usage des paiements numériques reste souvent concentré sur des transactions de faible montant et sur un nombre limité de cas d'usage, ce qui limite leur impact sur l'inclusion financière au sens large.

Des fractures importantes persistent également selon le sexe, le niveau de revenu et la localisation géographique. Les populations les plus vulnérables, notamment celles dépourvues d'accès à un smartphone ou à une connexion internet fiable, restent en marge de cette transformation. En effet, en Inde, seules 28% des femmes ont recouru aux paiements digitaux, contre 41% des hommes. À ces contraintes s'ajoutent des enjeux croissants de cybersécurité, de fraude et de protection des données, qui peuvent affecter la confiance des usagers.

Les trajectoires nationales apparaissent ici particulièrement contrastées. L'Inde se distingue nettement par la mise en place d'une infrastructure publique numérique intégrée et interopérable (UPI), qui a permis un développement massif des paiements instantanés et positionne le pays comme un leader mondial dans ce domaine. La plateforme représente plus de 80 % des paiements digitaux domestiques, a traité un volume de 270 Mds USD en juin 2025 et concentre près de la moitié des transactions en temps réel effectuées au niveau mondial. À l'inverse, le Bangladesh, malgré une forte diffusion des services financiers mobiles (bKash, Nagad et Rocket), souffre d'un écosystème fragmenté, caractérisé par une interopérabilité limitée et une faible diversification des usages (25% des transactions en 2024 concernaient le paiement de facture de téléphonie). Le Sri Lanka dispose d'infrastructures de paiement avancées et complètes (CEFTS, LANKAQR), mais leur adoption reste freinée par des coûts perçus comme élevés et par des habitudes persistantes en faveur du liquide. Le Népal connaît une croissance rapide des paiements numériques (Fonepay), mais celle-ci demeure inégale et encore concentrée dans les zones urbaines. Le Pakistan, enfin, reste en retrait, bien que des progrès soient en cours (Raast).

Ainsi, si la digitalisation constitue un levier puissant d'inclusion financière, son efficacité dépend étroitement de l'intégration des infrastructures, de leur accessibilité et de leur appropriation par les usagers.

## **3. Un accès au crédit qui demeure le principal point de fragilité**

Malgré les progrès observés en matière d'accès aux comptes et aux moyens de paiement, l'accès au crédit formel reste limité dans l'ensemble des pays étudiés, constituant le principal obstacle à une inclusion financière complète. Cette contrainte est particulièrement marquée pour les ménages à faibles revenus, les microentreprises et les petites et moyennes entreprises, qui rencontrent des difficultés importantes pour accéder à des financements adaptés.

Plusieurs facteurs structurels expliquent cette situation. Les exigences élevées en matière de garanties, le manque d'historique financier, le poids de l'informalité et la complexité des procédures bancaires limitent l'accès au crédit formel. En conséquence, une part significative de la population continue de recourir à des sources de financement informelles, souvent associées à des coûts élevés et à des risques accrus.

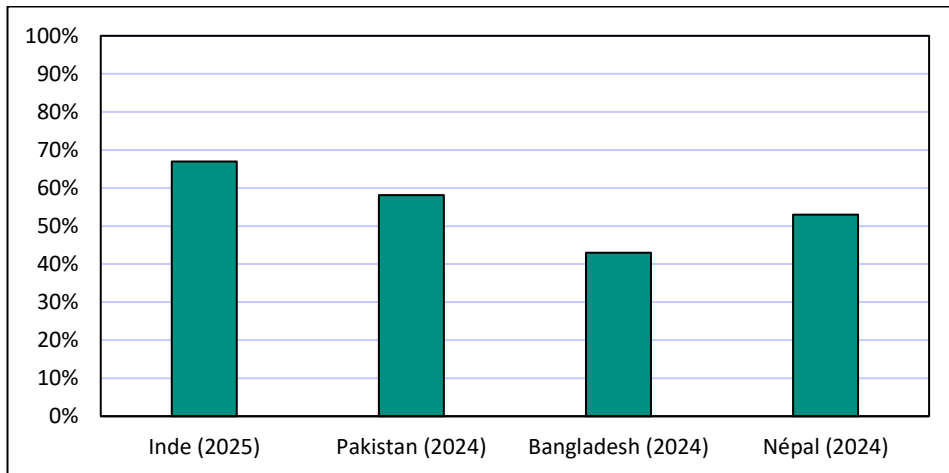
Dans ce contexte, la microfinance joue un rôle central dans l'ensemble de la région, en particulier pour les populations rurales et les femmes. Si elle contribue à élargir l'accès au crédit, elle présente toutefois des limites importantes, tant en termes de montants que de coûts, et peine à constituer un véritable tremplin vers le système bancaire classique. Dans plusieurs pays, elle s'accompagne en outre de risques de surendettement, liés notamment à la multiplicité des prêteurs et à l'absence de mécanismes efficaces de suivi de l'endettement.

Les différences entre pays tiennent principalement à l'état du secteur bancaire et au contexte macroéconomique. En Inde, le système de crédit est relativement diversifié, mais reste contraint par le niveau élevé d'informalité, entre 27 et 31% des prêts contractés sont liés au secteur informel, et le manque d'historique financier. Au Bangladesh, l'accès au crédit est fortement limité par la fragilité du secteur bancaire, caractérisé par un niveau élevé de prêts non performants (36% des encours), ce qui réduit la capacité des banques à financer les segments les plus risqués. Au Sri Lanka, la crise économique récente a entraîné une contraction significative du crédit, aggravant les difficultés d'accès pour les ménages et les entreprises. Au Népal, malgré une amélioration de l'accès, le crédit demeure fortement conditionné à la disponibilité de garanties, tandis que la dégradation de la qualité des actifs bancaires pourrait renforcer les contraintes d'offre, le ratio de prêts non performants s'établissant à 5,3% à la mi-janvier 2026. Le Pakistan se distingue par un niveau de crédit au secteur privé particulièrement faible, traduisant un système financier peu profond, d'autant que 85% des emprunteurs ont recours à des prêteurs informels.

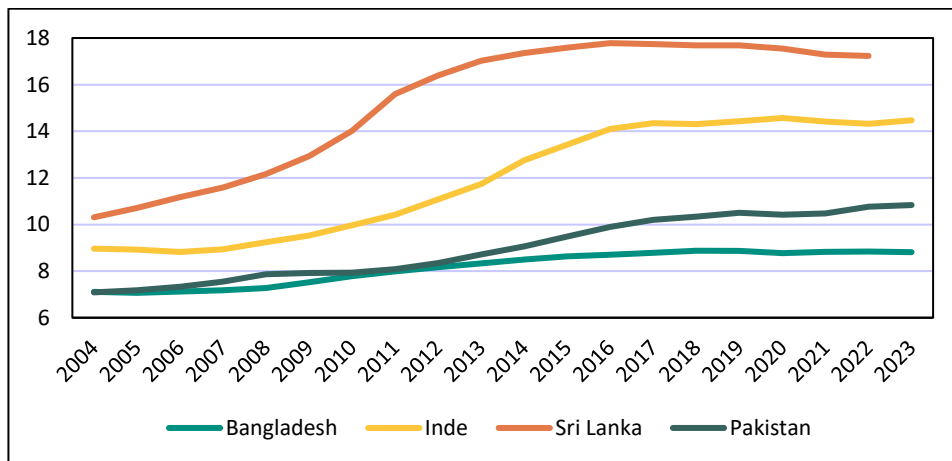
*L'expérience des pays d'Asie du Sud met en évidence une transformation en trois étapes : une phase d'extension rapide de l'accès aux comptes, suivie d'une digitalisation progressive des moyens de paiement, puis d'un élargissement plus lent et plus complexe de l'accès au crédit. Si les deux premières étapes ont connu des avancées significatives, la troisième demeure inachevée. Dès lors, le principal enjeu pour l'ensemble de la région consiste à passer d'une inclusion financière quantitative, centrée sur l'accès, à une inclusion qualitative, fondée sur l'usage effectif, la diversité des services et l'autonomie financière des individus et des entreprises. Cette transition suppose de renforcer l'éducation financière, de réduire les fractures numériques, d'améliorer l'intégration des infrastructures de paiement et, surtout, de développer un accès plus large et plus sécurisé au crédit. Dans cette perspective, deux modèles tendent à se dessiner. D'un côté, l'Inde illustre une approche intégrée, reposant sur une infrastructure publique numérique cohérente et sur une articulation étroite entre politiques sociales, innovation technologique et régulation. De l'autre, les autres pays de la région progressent selon des trajectoires plus fragmentées, où les avancées en matière d'accès ne se traduisent pas encore pleinement par une transformation structurelle des usages financiers.*

## Annexes

### Annexe 1 : Taux d'inclusion financière par pays selon les indices nationaux

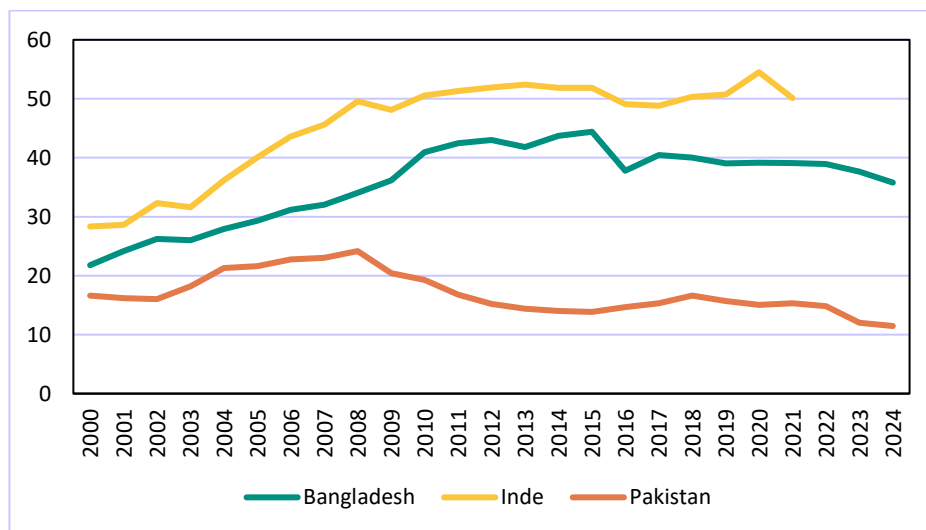


### Annexe 2 : Nombre d'agences bancaires pour 100 000 adultes



Source : [Banque mondiale](#)

### Annexe 3 : Evolution du crédit au secteur privé (en % du PIB)



Source : [Banque mondiale](#)

